

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DE LA BRECHE

DEL 2021/21

MISE EN PLACE DE L'ENTRETIEN INDIVIDUEL

		Nombres de membres	
Date de convocation :	1 ^{er} décembre 2021	En exercice :	21
Date d'affichage :	1 ^{er} décembre 2021	Présents :	9
Séance du :	16 décembre 2021	Votants :	11

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, LE SEIZE DECEMBRE A DIX-HUIT HEURES TRENTE, les membres du Conseil syndical du Syndicat mixte du bassin versant de la Brèche, régulièrement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, dans les locaux de la Communauté de Communes de la Vallée Dorée, à Laigneville (Oise).

Membres titulaires présents : Messieurs Jean-Paul BALTZ, Jean-Guy BRUYER, Patrick DAVENNE, Olivier DE BEULE, Jean-Jacques DEGOUY, Olivier FERREIRA, Jérémy LAGACHE, Francis THOMAZON.

Membre suppléant présent : Monsieur Jean-Paul MARAZANOFF.

Membres titulaires absents : Mesdames Chantal BARBAY (pouvoir à Monsieur Olivier FERREIRA), Francine PELTIER, Messieurs Jean-François CROISILLE, Frans DESMEDT, Bernard DUBOUIL, Raymond GALLIEGUE, Jean-Pierre GOURDOU, Patrick GUIBON, Roger MENN, Francis MENU, Jean-Claude PELLERIN (pouvoir à Monsieur Jean-Guy BRUYER, Nicolas TASSEL, Christophe YSSEMBOURG.

Le quorum étant atteint (au tiers, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021), le Conseil peut valablement délibérer.

Le décret du 16 décembre 2014, pris en application d'une disposition de la loi du 27 janvier 2014, a substitué définitivement l'entretien professionnel à la notation pour l'ensemble des fonctionnaires territoriaux (dès lors qu'ils relèvent de cadres d'emplois de la fonction publique territoriale dotés d'un statut particulier), pour l'évaluation des périodes postérieures au 1er janvier 2015.

Le SMBVB a donc l'obligation de mettre en place l'évaluation des agents par l'entretien professionnel. Ses modalités d'organisation devront respecter les dispositions fixées par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 (convocation du fonctionnaire, entretien conduit par le supérieur hiérarchique direct, établissement du compte-rendu, notification du compte-rendu au fonctionnaire, demande de révision de l'entretien professionnel, transmission du compte-rendu à la Commission Administrative Paritaire compétente et respect des délais fixés pour chacune de ces étapes).

Il appartient à chaque collectivité de déterminer les critères à partir desquels la valeur professionnelle du fonctionnaire est appréciée, en tenant compte de la nature des tâches et du niveau de responsabilité.

Le SMBVB propose d'utiliser le modèle de compte-rendu d'entretien fourni par le centre de gestion. Ce modèle a reçu un avis favorable du CT du 14 octobre 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'avis du comité technique en date du 14 octobre 2021,

Sur proposition du Président,

Le Conseil syndical, après délibération, **à l'unanimité**,

- Décide d'instituer l'entretien professionnel annuel pour l'ensemble des fonctionnaires territoriaux de la collectivité ainsi que pour les agents contractuels recrutés sur un emploi permanent par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée d'une durée supérieure à un an en application de l'article 1-3 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
- Précise que la valeur professionnelle des fonctionnaires sera appréciée sur la base de critères déterminés en fonction de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilité conformément au modèle de compte-rendu annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits

Certifié exécutoire, compte tenu de la réception
en sous-préfecture.